

# Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la question iranienne et sur l'action internationale face à la crise économique et au réchauffement climatique, à L'Aquila le 8 juillet 2009.

LE PRESIDENT - Bonjour à tous, pardon pour l'heure tardive de cette rencontre mais c'est quand même mieux d'expliquer les décisions qui ont été prises une fois que les réunions ont eu lieu plutôt qu'avant.

J'ai notamment eu l'occasion d'entendre certains de vos confrères indiquer que le G8 ne prendrait pas de résolutions sur l'Iran. Evidemment, comme on en a parlé qu'au dîner, il était difficile d'en prendre avant. Je sais bien qu'un ministre italien a indiqué une position mais à ma connaissance, il n'est pas autour de la table du G8. Donc, le sujet de l'Iran a été évoqué au dîner, fait l'objet d'une déclaration qui montre l'unité du G8 face à la situation en Iran. Franck LOUVRIER peut vous distribuer tout de suite la déclaration.

Grande communauté de vue, y compris de la Russie, pour donner sa chance à la négociation mais avec un rendez-vous qui sera Pittsburgh où là, nous ferons le point sur les avancées ou les absences d'avancées. Et à ce moment là, bien évidemment, s'il n'y a pas d'avancées nous serons amenés ensemble à prendre des décisions. Voilà, ce qui a fait l'objet de la discussion entre-nous. En ce qui me concerne, je veux dire de la façon la plus claire que la violence dont font usage les autorités iraniennes à l'égard du désir légitime de vérité du peuple iranien, cette violence est profondément choquante. Dire cela, ce n'est pas s'ingérer dans les affaires de l'Iran car les premiers à demander la vérité, ce sont les Iraniens eux-mêmes. Et les premières victimes de cette violence aveugle et absurde, ce sont aussi les Iraniens.

Je veux également dire que le comportement de Téhéran à l'endroit de certains ressortissants étrangers est tout simplement inadmissible. Nous avons été solidaires de nos amis britanniques lorsque leurs ressortissants ont été touchés. Aujourd'hui, c'est la France qui est visée. Ces méthodes ne sont rien d'autre que du chantage, nous ne les acceptons pas. Clotilde REISS doit être libérée sur le champ parce que cette jeune femme est innocente et que tout le monde le sait. Le G8 a donc condamné l'attitude inexcusable de Téhéran. Pour la première fois, le G8, à la demande de la France, a condamné sans la moindre ambiguïté les déclarations inacceptables auxquelles s'adonne régulièrement le Président iranien sur la négation de l'holocauste.

S'agissant maintenant des travaux qui nous ont occupé au déjeuner et pendant l'après-midi :

Sur la crise économique, nous nous sommes mis d'accord sur quatre constats.

Le premier constat c'est que bien qu'il y ait des signes de stabilisation, la crise économique n'est pas finie. Cela a été une analyse unanime des membres du G8.

Le deuxième constat, c'est que nous devons mettre en oeuvre les plans de relance que nous avons décidés. Il n'est certainement pas temps de relâcher notre effort. Aujourd'hui, la priorité c'est de retrouver le chemin de la croissance économique et d'engager tous ensemble les plans de relance pour retrouver la croissance. Bien sûr, la question de la sortie de crise et des déficits se posera mais quand nous aurons retrouvé la croissance. Surtout ne relâchons pas l'effort.

Le troisième constat, c'est que nous avons fait cette analyse unanime : quand nous avons coordonné nos efforts au service d'une véritable ambition économique, on a réussi. C'est

notamment ce que nous avons fait à Londres sur la régulation et nous sommes tous d'accord pour que Pittsburgh, la réunion de septembre, marque un progrès en terme de régulation et de résultats concrets. On ne va pas recommencer comme avant.

Le quatrième constat, c'est la vigilance. Nous adressons un message très clair aux banques qui recommenceraient à mettre en place un système de bonus extravagants et penseraient qu'on peut continuer après la crise comme c'était avant. Nous sommes un certain nombre de dirigeants qui ne l'accepterons pas. Pittsburgh, nous y allons avec de grandes ambitions.

J'ai été également très heureux de la quasi unanimité sur la nécessité de stabiliser le prix de l'énergie. C'est quand même incroyable qu'alors qu'il y a moins de consommation de pétrole, le prix du pétrole a augmenté de 75% depuis le prix bas d'il y a quelques mois. J'espère bien me faire comprendre. Que le prix d'une matière première augmente quand la demande augmente, il y a une logique, mais là, la demande a diminué et le prix a augmenté, c'est donc bien qu'on est en plein dans un marché spéculatif qui a besoin de transparence et que nous devons travailler comme nous l'avons proposé avec Gordon BROWN, sur un système de fourchette de prix, c'est retenu dans la déclaration.

Enfin, parce que je pense que vous préférez poser des questions, bien sûr, je ne veux pas être trop long, sur le climat, je vous demande d'avoir une appréciation juste des résultats du G8, parce que je me souviens du G8 d'Heiligendamm où avec Angela MERKEL, nous n'étions pas arrivés à mettre un seul chiffre dans la déclaration parce que le Président des Etats-Unis à l'époque s'y opposait, parce que le Canada s'y opposait, et d'autres. On n'y était pas arrivé. Il y a deux ans, il n'y avait rien eu.

Alors pour la première fois, le G8 s'engage à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés par rapport à l'air pré-industrielle, c'est exactement ce que préconisaient les experts du GIEC. C'est très important parce que tout va découler de cela. On n'y était pas arrivé à Heiligendamm, on n'y était pas arrivé au Japon, ça y est, le G8 s'est mis d'accord sur un objectif : on limite à 2 degrés l'augmentation de la température, c'est ce qu'ont dit les experts du GIEC. Alors après il y a bien des désaccords qui restent mais cet objectif est maintenant retenu et j'ai bon espoir que demain, on arrive à convaincre les grands pays émergents de se doter du même objectif. En tout cas, ce sera le travail de demain. Mais pour le G8 c'est fait et c'est un chemin considérable que des pays comme les Etats-Unis, le Canada, comme le Japon l'acceptent.

Deuxième chose, le G8 s'engage à 80% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Nous nous aurions souhaité que le G8 se donne un objectif intermédiaire comme l'Europe, je ne vais pas vous mentir, je me suis battu quand j'étais Président du Conseil pour que l'Europe se dote d'un objectif à 2020, je ne vois pas pourquoi je ne me battrais pas pour que le G8 se dote du même objectif. On n'y est pas encore. Alors pourquoi on n'y est pas encore ? On en a parlé notamment avec le Président des Etats-Unis qui a fait un travail considérable par rapport à la position traditionnelle des Etats-Unis, qui doit passer son projet au Sénat, qui a parfaitement conscience, en tout cas dans la discussion qu'on a eue ensemble, que l'ambition du plan américain est moins grande que le plan européen, mais dans le fond, il faut qu'on fasse passer ce plan américain. Cela nécessite que chacun d'entre nous en comprenne les difficultés des uns et des autres.

C'est là où nous en sommes. Il y a des désaccords, nous voulons un objectif intermédiaire. Il y a encore 150 jours d'ici Copenhague donc on va se battre là-dessus. On a Pittsburgh, on a l'Assemblée générale des Nations Unies, on va en parler, on n'abandonne pas cette demande, on sait qu'elle est là. Commençons par le haut. Je sais également qu'il y a beaucoup d'attente sur la fiscalité, mais ce qui est très important, c'est d'avoir cet objectif, après le reste ce sont des modalités. On a du temps aussi pour y arriver. Si on mettait sur la table le problème de la fiscalité, on avait le risque de ne pas obtenir l'objectif à long terme.

Sur le problème de la fiscalité cela avance, il y a eu le rapport de l'OMC extrêmement intéressant qui dit que la taxe carbone aux frontières est maintenant compatible avec les règles de l'OMC, c'est un premier pas. J'ai parlé avec le Président des Etats-Unis de l'opportunité d'une taxe carbone, les Etats-Unis travaillent sur une taxe carbone, j'ai demandé qu'on y travaille aussi

comme élément de négociation avec les grands pays émergents qui doivent choisir : soit ils font un effort comme nous, soit on rééquilibrera les conditions de la concurrence. Il y a tout le travail sur la fiscalité verte à l'intérieur de la taxation de la pollution. J'ai indiqué que la France, très rapidement va se doter d'une fiscalité en la matière. L'Europe va devoir y travailler.

Donc c'est un G8 qui marque des progrès spectaculaires par rapport aux deux précédents G8 auxquels il m'a été donné de participer.

Enfin nous avons parlé du développement de l'Afrique. Nous avons réaffirmé que tous les engagements pris ces dernières années seront tenus. La France malgré la crise tiendra ses engagements en matière de développement. Je rappelle que nous étions à 0,38% du PIB en 2007, nous sommes passés à 0,39 en 2008, nous serons à 0,44% du PIB en 2009. Nous sommes le deuxième contributeur du G8 en part de PIB.

Sur les deux sujets que nous avons abordé aujourd'hui. La santé, j'avais annoncé en 2007 que la France consacrerai un milliard de dollars par an à la santé en Afrique, nous y sommes, dont 300 millions d'euros pour le Fonds mondial sida.

Et sur la sécurité alimentaire, la France a décidé d'y consacrer un milliard et demi d'euros sur trois ans 2009, 2010, 2011, j'ajoute qu'à notre demande, le G8 a accepté de rendre des comptes sur les engagements. Chaque année, nous publierons les chiffres de l'aide fournie secteur par secteur pour que vous puissiez comparer.

Voilà, m'excusant d'avoir été certainement trop long, je serai très heureux de répondre à vos questions si naturellement vous en aviez.

QUESTION - Monsieur le Président, concernant la coordination des politiques économiques en matière de relance notamment, est-ce que l'on a avancé, est-ce que vous avez des éléments nouveaux ? Parce que le spectacle qui nous a été donné par les grands pays industrialisés ces dernières semaines et ces derniers mois, n'allait pas forcément dans le sens d'une coordination forte.

LE PRESIDENT - Franchement je vous trouve sévère. Prenons des exemples. Vous avez raison, quand les Américains ont pris la décision de laisser tomber Lehmann Brothers et le premier plan Paulson I sur les banques, ils l'ont fait dans leur coin, on en a parlé cet après-midi, mais après cela, ça n'a pas été le cas. On a coordonné les plans de soutien à l'activité bancaire d'abord en Europe puis entre l'Europe et les Etats-Unis. La coordination a fonctionné et c'est d'ailleurs bien cela qui a arrêté la crise financière.

Deuxièmement, sur la relance économique, là aussi permettez moi de vous trouver sévère parce qu'au fond, lors du Sommet Chine-Europe, quand les Chinois ont annoncé qu'ils mettaient 800 milliards de dollars au service de la relance, on a été bien contents, nous les Européens. Et quand Barack OBAMA a annoncé le plan de relance de l'économie américaine, on peut dire qu'il y a eu une coordination de toutes les régions du monde. On peut penser d'ailleurs que l'Europe n'en n'a pas assez fait. J'observe d'ailleurs que ceux d'entre-vous qui pensent que l'Europe n'en n'a pas assez fait ne sont pas les derniers à indiquer que nos déficits sont préoccupants, il faut savoir. Est-ce que le plan de relance est insuffisant ou est-ce que le plan de relance est trop grand ? C'est vrai qu'au début de la crise, disons qu'entre septembre et octobre 2008, il n'y a pas eu de coordination, mais depuis, il y a une coordination et d'ailleurs on a décidé d'en reparler à Pittsburgh.

Troisième exemple, Londres. On ne peut pas dire qu'à Londres on ne s'est pas mis d'accord. Sur les paradis fiscaux cela n'a pas été facile mais cela a avancé. Sur la régulation financière en Europe, je pense que les Britanniques maintenant ont accepté une régulation financière européenne. Est-ce que vous auriez imaginé que c'était possible ? On peut toujours faire mieux, je suis bien d'accord, mais je pense que c'est inexact de dire qu'il n'y a pas de coordination aujourd'hui. Les Chinois s'y sont mis, les Américains y ont été, l'Europe à 27 a fait un plan de soutien à ses banques et au fond, si on n'est pas tombés dans le précipice, c'est parce qu'il y a eu de la coordination. On doit continuer, tous les pays ne sont pas dans la même situation, il y a des tas de choses encore à faire, mais enfin par rapport à ce qu'on a connu avant, ce sont des progrès considérables.

QUESTION - Est-ce que vous comptez vous fixer une date pour clôturer les négociations de l'OMC

QUESTION - Est-ce que vous comptez vous fixer une date pour clore les négociations de l'OMC demain ? Et sur les sanctions contre l'Iran, je ne comprends pas bien en fait, c'est repoussé sine die au moins jusqu'à Pittsburgh. Et comment vous articulez le débat entre le dossier nucléaire et le dossier démocratique répression iranien ?

LE PRESIDENT - C'est un peu curieux de dire que c'est repoussé sine die et de fixer immédiatement une date, Pittsburgh, qui a lieu à la mi septembre. Vous qui avez un vocabulaire très choisi, soit vous retirez Pittsburgh, soit vous retirez sine die. Il a fallu mettre d'accord tout le monde, et notamment le Président russe, Monsieur MEDVEDEV. Il se trouve que c'est moi qui ai rapporté le dossier iranien ce soir au dîner et on en a parlé très franchement. Il fallait trouver une situation de compromis. Le Président russe a été très clair sur la condamnation des violences et sur le risque que pouvait représenter - enfin c'est à lui de parler, je n'ai pas à être son porte-parole - l'évolution de la situation y compris sur le dossier nucléaire. Et si vous lisez vraiment en détail la déclaration quand vous l'aurez, vous verrez que la condamnation est sans équivoque. En même temps, le Président OBAMA a tendu la main. Il y a un rendez-vous en août puisque le Président iranien prêtera serment en août, si mon souvenir est exact, et nommera un gouvernement. Entre le mois d'août et le mois de septembre c'est à eux de choisir l'évolution des choses. Nous, nous avons fait un effort pour accepter qu'on ne renforce pas les sanctions tout de suite pour emmener tout le monde, et ceux qui étaient plus réservés sur les sanctions se sont engagés à dire d'accord, Pittsburgh c'est le rendez-vous. Ce n'est pas si mal.

Alors est-ce qu'on fait le lien entre le dossier démocratique et le dossier nucléaire ? Le dossier nucléaire est extraordinairement préoccupant. Voilà un régime iranien qui prétend ne pas chercher à obtenir l'arme nucléaire et qui refuse depuis 6 ans toutes les mains tendues et notamment les contrôles de l'AIEA. Ce serait tellement simple, s'ils ne veulent pas la bombe atomique, d'ouvrir les contrôles ! Il y a une contradiction phénoménale.

Non content de cette contradiction, le Président iranien multiplie les déclarations inacceptables sur l'holocauste qui est une « plaisanterie », sur Israël qui doit être « rayé de la carte ». On a un rendez-vous c'est Pittsburgh. Et le G8 est unanime sur cette déclaration. Voilà les conditions du compromis et du consensus. Mais vous savez très bien que pour qu'il y ait des sanctions, il faut qu'il y ait l'unanimité. Je pense que là, on a fait un pas immense vers cette unanimité. Je peux dire que le Président MEDVEDEV a été constructif. On a tous fait un effort parce qu'on pense tous que ce serait une catastrophe de ne pas régler ces questions là par la diplomatie et par le dialogue. Mais on ne peut pas faire la diplomatie et le dialogue tout seul. Je crois que par rapport à ce que j'ai entendu sur les médias, sur ce que serait la décision du G8 sur l'Iran, c'est un progrès considérable, honnêtement. C'est une affaire extrêmement sérieuse. J'ajoute que derrière, il y a la Corée. Cela aussi, c'est lié, naturellement. Il ne peut pas y avoir pour l'un et pas pour l'autre.

QUESTION - Monsieur le Président, je voudrais donc avoir une précision toujours concernant l'Iran. Est-ce à dire que le Président OBAMA a accepté de réduire le temps de dialogue qu'il voulait mettre en oeuvre jusqu'à présent si je me souviens bien c'était décembre ? Et dans quelle mesure, Pittsburgh, ce sommet, a-t-il un cadre contraignant pour des sanctions ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas le porte-parole du Président OBAMA, vous l'interrogez. Je peux vous dire qu'on s'est tous mis d'accord sur cette déclaration qui est extrêmement précise. Nous n'évoquons pas les sanctions dans la déclaration mais l'esprit et ce qu'on s'est dit, c'est cela. A Pittsburgh, ce sera le G20, cela fait déjà beaucoup de monde. Le cadre juridique c'est le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le G8 n'a pas vocation à remplacer le G20 et le G20 n'a pas vocation à remplacer les Nations Unies. Mais si le G20 est d'accord, cela facilite bien la tâche puisqu'il y a notamment les membres permanents qui peuvent mettre un veto. Donc le cadre juridique c'est bien les Nations Unies, personne ne le conteste d'ailleurs. Vous voyez bien que dans ce cas-là, on prend une résolution politique à Pittsburgh qui se traduira par un certain nombre de résolutions.

QUESTION - Toujours sur cette question là. Quand vous dites s'il n'y a pas assez d'avancées, cela se traduira par un certain nombre de résolutions. Est-ce que cela peut aller jusqu'à l'usage de la force premier point et deuxième point concernant l'objectif de 80% de réduction des gaz à

effet de serre, apparemment les dirigeants russes jugent cet objectif pas réaliste et pas atteignable ?

LE PRESIDENT - Les dirigeants russes ont accepté la déclaration du G8 et c'est la déclaration du G8 acceptée par les 10 participants qui fait foi. La déclaration d'un tel ou un tel, moi je ne sais pas, j'étais autour d'une table, j'ai vu ce qu'a dit le Président russe qui a accepté une déclaration et le Président du G8, Monsieur BERLUSCONI a dit « tout le monde est bien d'accord sur cette délibération », c'est la délibération qui fait foi. Sur l'Iran, j'ai dit ce que j'avais à dire. Sur l'attitude inacceptable des dirigeants, sur notre volonté de ne pas nous ingérer dans les affaires intérieures, sur l'excellente nouvelle que représente l'émergence d'une société civile iranienne extrêmement courageuse et cela en a surpris plus d'un de voir la force de cette société civile qui s'est manifestée, des jeunes, des femmes, qui a donné un bel exemple de la société iranienne. Et une décision unanime alors qu'au départ ce n'était pas si facile.

QUESTION - Bonjour, si je comprends bien, vous avez proposé un renforcement des sanctions contre l'Iran. C'était votre proposition de départ. Quel type de renforcement, quelles types de sanctions avez-vous proposé ce soir ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, nous savons que nous avons un rendez-vous, nous savons qu'il faut commencer à en parler et nous avons décidé qu'on en parlerait en secret. Vous comprenez bien que ce sont des affaires sensibles qu'il faut donner toute sa chance à la diplomatie et au dialogue et puis si cela aboutit tant mieux, si cela n'aboutit pas, cela ne peut pas rester sans conséquence. C'est maintenant aux dirigeants iraniens de choisir la solution qu'ils souhaitent : la diplomatie, le dialogue, l'ouverture ? Il faut qu'ils y répondent maintenant. On ne peut pas faire attendre le monde entier comme cela, ce n'est pas possible.

QUESTION - Monsieur le Président, une question plus théorique sur le G8. Vous renvoyez à Pittsburgh pour l'Iran pour une décision globale, vous faites à peu près la même chose sur la crise économique, sur le climat. Est-ce que vous diriez aujourd'hui que le G8 est obsolète ou qu'il ne peut plus prendre de décisions seul et que la seule instance qui compte, c'est d'être plusieurs, d'avoir les émergents avec nous et c'est le G20.

LE PRESIDENT - Ecoutez, je ne le dis pas aujourd'hui. Je l'ai dit dès Heiligendamm où je plaçais pour le G14. Nous sommes passés du G14 au G20 lorsque le Président BUSH, convaincu par la demande qu'avec le Président BARROSO nous lui formulions d'un sommet mondial. J'avais proposé le G14 à l'époque, il avait préféré le G20. Cela a été les conditions du compromis pour la première réunion de Washington. J'ai toujours pensé que vouloir régler les problèmes du monde sans la Chine, sans l'Inde, sans le Brésil, sans l'Afrique - notamment l'Afrique du Sud - sans le Mexique, sans aucun pays arabe, c'était déraisonnable. Vous m'avez entendu le dire à Hokkaido, vous m'avez entendu le dire à Heiligendamm et je suis très heureux que pour la première fois, on ait une journée complète en G14.

J'ai écrit une tribune avec le Président LULA, avec qui je partage la même analyse : la gouvernance mondiale doit changer, nous sommes au XXIème siècle et nous avons les institutions du XXème siècle. Alors est-ce qu'il faudra passer du G8 au G20 en faisant l'économie de l'étape G14 ? Je ne sais pas. Est-ce à dire que le G8 va disparaître ? Non. On peut parfaitement imaginer si nous sommes en G14 de se réunir pendant deux jours et demi en G14, avec à l'intérieur des deux jours et demi, une journée en G8 et une journée en G6. Ce que je conteste, c'est l'idée que les 8 sont convoqués pour deux jours et demi et les 6 sont convoqués pour une matinée. Je ne conteste pas en revanche l'idée qu'à huit, on a des choses à se dire. Donc le format G8 peut parfaitement continuer d'exister à l'intérieur d'un format plus large.

Vous me regardez avec des yeux où l'étonnement le dispute à la perplexité et pourtant dans mon esprit, c'est assez clair. Pour ceux qui sont passionnés de ces questions, c'est simple : on se réunirait à 14 ou à 20 et on prévoirait, dans les deux jours et demi de réunion, des sessions à 8, des sessions à 6 et des sessions à 14. Mais tout le monde serait invité pour la durée du sommet. De toute manière aujourd'hui, la Chine n'y était pas. La Chine sera représentée demain, son fauteuil sera représenté, vous connaissez le fonctionnement du pouvoir en Chine : collectif. La Chine sera représentée, c'est le temps demain du G14, on y sera demain matin.

QUESTION - Monsieur le Président, il est clair qu'au cours de cette première journée vous ne pouvez pas avoir pris des décisions importantes. Vous avez fait sans doute une discussion entre les différents Présidents et les représentants du G8. Le fait qu'on ait déplacé de la Maddalena à L'Aquila avait une base bien claire. Vous avez parlé du tremblement de terre, des Abruzzes et de L'Aquila aujourd'hui ? C'est ma première question. Deuxième question, Monsieur BERLUSCONI, dans sa première conférence de presse a affirmé que la crise économique est terminée, elle est derrière nous, qu'est-ce que vous en pensez ?

LE PRESIDENT - D'abord merci de me dire qu'on n'a pris aucune décision importante ! Je vois que vous m'avez parfaitement écouté ou en tout cas pas entendu si vous m'avez écouté. Ce sur quoi on s'est mis d'accord sur le climat, le document d'aujourd'hui parle d'objectifs chiffrés. Quand on ne les avait pas obtenus au dernier G8, vous disiez : « vous n'avez pas obtenu ». Maintenant qu'on l'a obtenu, considérez que c'est un progrès. Vous pouvez parfaitement dire qu'on aurait pu aller plus loin, c'est ce que je pense, mais personne ne peut contester que c'est un progrès et que c'est une décision importante.

Bien sûr qu'on a parlé du tremblement de terre pour dire combien chacun était bouleversé par le nombre de victimes que l'Italie a connu, c'est un drame. Et s'agissant de la France, Carla arrivera demain après-midi, et visitera vendredi matin le lieu du tremblement de terre et annoncera un certain nombre de décisions au nom de la France que nous avons prises en accord avec les autorités italiennes.

Sur la crise économique, le document qu'on va vous donner exprime l'idée que nous sommes encore dans la crise. On s'est mis d'accord sur cette analyse. Compte tenu du chômage, de la souffrance, les journalistes français savent bien que je n'ai jamais dit autre chose. Cependant il est vrai que plusieurs d'entre nous ont marqué leur satisfaction d'un certain nombre d'éléments positifs : la stabilisation du secteur financier, en Chine des progrès économiques, le Président OBAMA nous a dit aussi que cela frémissait quelque peu aux Etats-Unis, le Président BARROSO a indiqué qu'on était plutôt dans le bas de la crise mais qu'il semblait qu'il n'y ait plus de dégradation en Europe. Voilà l'analyse que nous avons faite tous ensemble y compris le Président du Conseil italien.

QUESTION - Monsieur le Président, je voudrais savoir si au cours de ce sommet vous a été soufflé un rapport du Fonds mondial contre le sida parce qu'il a été créé ici en Italie. Jusqu'ici vous avez donné ce que vous avez fait mais vous n'en avez pas parlé ? Si vous avez au cours du dîner, bien évidemment, parlé de l'appel de Madame l'Ambassadrice du Fonds mondial contre le Sida que vous connaissez très bien, qui vous appelait vous et vos collègues à accélérer et à renforcer les financements pour le Fonds mondial afin de prévenir la prochaine crise qui cette fois là sera humanitaire ? Merci.

LE PRESIDENT - Oui on en a parlé. On n'a pas fait qu'en parler puisque la France est le pays qui fait le plus en matière de santé et nous avons donné 300 millions d'euros pour le Fonds mondial sida, un milliard d'euros par an pour la santé dans les pays du sud. C'est un engagement que j'avais pris et le fait que Carla soit Ambassadrice et soit très concernée par ce combat ne fait que renforcer notre volonté de faire avancer cette cause. La crise crée beaucoup de souffrances dans les pays riches et les pays développés, mais ce n'est pas possible - et je crois qu'il y a unanimité autour de la table - de laisser tomber les pays les plus pauvres - on a des budgets en déficit tous, on a tous un endettement qui augmente et pourtant on sera au rendez-vous des promesses qu'on a faites. C'est l'intérêt de tout le monde. On ne peut pas faire d'économies sur le financement du développement et sur la protection de la santé. De ce point de vue là d'ailleurs je partage complètement le juste combat de Gordon BROWN qui a toujours été à la tête, dans ses convictions, en faveur du développement.

QUESTION - Monsieur le Président vous avez parlé tout à l'heure de Clotilde REISS, est-ce qu'on a des nouvelles informations sur son sort ?

LE PRESIDENT - Oui on en a. Notre Ambassadeur doit la voir demain matin. Il a pu s'entretenir avec elle et il la rencontrera demain matin. Comme vous le voyez c'est une affaire que la France prend extrêmement au sérieux parce que c'est vraiment le comble de l'injustice, c'est

inacceptable. Bien sûr les messages sont passés avec le plus grand sérieux. Madame REISS n'a

inacceptable. Bien sur les messages sont passés avec la plus grande fermeté. Madame REISS il y est pour rien dans cette affaire, c'est accablant. La présenter comme une espionne, elle était lectrice là-bas, elle avait un portable ce qui est quand même le droit de tout citoyen, franchement, tout ceci, ce sont des prétextes.

QUESTION - Pour la décision que vous avez annoncée par rapport au climat. Vous avez beaucoup insisté sur le fait que cela se passait dans le cadre du G8. Est-ce que cela veut dire qu'il y a des difficultés avec les pays émergents vis-à-vis de Copenhague ? Est-ce que vous pouvez nous en parler ?

LE PRESIDENT - On a beaucoup de difficultés, mais je crois que ce qui est important, c'est que les Etats-Unis et l'Europe se soient mis d'accord. Parce que les pays émergents ne pourront pas dire, on attend que les Etats-Unis fassent quelque chose. Je suis bien convaincu qu'il faudra imaginer un système de financement pour aider les pays les plus pauvres. Mais j'espère que demain on se mettra d'accord sur l'objectif des deux degrés et qu'on va continuer à négocier pour Copenhague. Mais ce que j'ai toujours dit parce que je le pense profondément, on ne gagnera pas un accord de Copenhague en négociant simplement à Copenhague. C'est tout au long qu'il faut négocier. Et Pittsburgh, l'Assemblée Générale des Nations Unies seront des rendez-vous très importants encore. Mais enfin, cela progresse beaucoup.

QUESTION - Monsieur le Président, une question sur les nouvelles règles financières internationales. Est-ce que vous partagez l'intention du gouvernement italien de la Présidence italienne du G8 de faire de ce que l'on appelle le « Global Legal Standard », ou le « LECCE Framework » un véritable code financier international qui ait un caractère juridique et donc contraignant ?

LE PRESIDENT - Franchement si on peut avoir un code financier international, c'est une excellente idée. Mais enfin, étant moins ambitieux, je voudrais commencer par un code européen. J'ai été très rassuré par toutes les interventions du Président OBAMA, il y a vraiment une volonté aux Etats-Unis de ne pas recommencer comme avant. Le Premier ministre Gordon BROWN s'engage dans la régulation. On n'avait pas connu depuis bien longtemps les Anglais aussi moteurs en la matière et Pittsburgh sera un rendez-vous décisif puisqu'on fera le point sur tout ce qui a été décidé à Londres, ce qui a avancé ou pas avancé et puis la deuxième partie pour aller beaucoup plus loin.

Je vous le dis en conclusion, après la crise nous n'accepterons pas que cela reparte comme avant et que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Je suis plus rassuré aujourd'hui que je ne l'étais il y a un an. Les choses ont bougé et elles ont bougé dans le bon sens, et sur le climat et sur la régulation. Je suis le premier à reconnaître qu'il y a encore beaucoup à faire. Et c'est vrai qu'on a beaucoup parlé finance, régulation, climat, moins stratégie économique mais encore là, c'est plus difficile parce que tout le monde est convaincu que les réservoirs de croissance c'est dans la croissance durable, mais les différentes régions du monde vont être en concurrence. On ne peut donc pas demander une stratégie économique globale puisque bien sûr l'Europe doit rattraper son retard de compétitivité par rapport à d'autres régions du monde. Je juge par le contenu des communiqués, le contenu des conversations par rapport à ce qu'il y avait quelques mois encore on a, et c'est heureux, vraiment changé le monde.

Bonne soirée, bonne nuit et merci.